

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi après-midi, 23 janvier 2017

Direction des finances

10 2016.RRGR.619 Postulat 125-2016 PS-JS-PSA (Stucki, Berne) Placement des avoirs des caisses de pension: respecter l'éthique

N° de l'intervention: 125-2016
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 07.06.2016
Déposée par: PS-JS-PSA (Stucki, Berne) (porte-parole)
PS-JS-PSA (Marti, Berne)
Cosignataires: 10
N° d'ACE: 1263/2016 du 9 novembre 2016
Direction: Direction des finances

Placement des avoirs des caisses de pension: respecter l'éthique

Le Conseil-exécutif est chargé de présenter un rapport

1. montrant comment il peut influencer sur la stratégie de placement de la Caisse de pension bernoise (CPB) et de la Caisse d'assurance du corps enseignant bernois (CACEB) ;
2. expliquant en particulier comment il compte veiller à ce qu'elles appliquent une stratégie de placement éthique et renoncent à tout placement dans le domaine de l'industrie de l'armement ;
3. évaluant les incidences financières potentielles de ces mesures.

Développement :

Les caisses de pension sont tenues de placer les avoirs qui leur sont confiés de manière à pouvoir garantir que les salariés toucheront bien un jour leur retraite et assurer le versement des rentes aux retraités assurés chez elles.

Dans le même temps, une large partie de la population attend des caisses de pension qu'elles placent leurs avoirs dans des entreprises et des projets qui respectent des critères éthiques, écologiques et sociaux et qu'elles renoncent à tout placement dans l'industrie de l'armement.

Les politiques de placement des caisses de pension publiques doivent avoir valeur d'exemple. C'est pourquoi le Conseil-exécutif est chargé d'indiquer comment il peut donner des directives en la matière aux deux caisses de pension du canton.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif renvoie, à titre liminaire, à sa réponse à l'interpellation 099-2016, Imboden (Berne, Les Verts) « Caisses de pension cantonales : participation indirecte à l'industrie de l'armement? ».

Pour répondre aux trois points du présent postulat, il a repris ci-après les renseignements obtenus auprès de la Caisse de pension bernoise (CPB) et de la Caisse d'assurance du corps enseignant bernois (CACEB).

Chiffres 1 et 2

Le Conseil-exécutif renvoie à sa réponse aux questions 1 et 2 de l'interpellation 099-2016, dont la teneur est identique.

Chiffre 3

Concernant les incidences financières potentielles d'un abandon des placements indexés, la CPB indique que les coûts de gestion de fortune sont nettement inférieurs avec des investissements proches de l'indice (style de placement passif) qu'avec des placements gérés activement. Elle ajoute que les investissements de type indiciel présentent des variations de rendement moins élevées (donc moins de risques de perte) que ceux à gestion active : plus on s'éloigne de l'indice et plus le risque d'écart augmente. Les coûts de gestion de la fortune des produits indiciels utilisés à la

CPB représentent entre 0,06 et 0,10 pour cent, alors que les frais de gestion externe se situent entre 1,0 et 1,5 pour cent pour des placements gérés activement. Selon les indications de la CPB, à rendement brut égal, les placements à gestion active génèrent un rendement net de la fortune inférieur d'un point de pourcentage pour les assurés, et ce pour des raisons de coûts. D'après la caisse de pension, l'expérience montre que la gestion active de fortune ne parvient pas à compenser durablement cet inconvénient sur plusieurs années. Un Fonds ou un dépôt qui, géré activement, doit d'une part refléter un indice et d'autre part respecter des restrictions supplémentaires (p. ex. pas d'investissement dans certains titres ou branches) présente, du fait de la faible diversification, un rendement fluctuant davantage par rapport à l'indice. Et, toujours selon la CPB, plus ces fluctuations sont élevées, plus le risque augmente. Les rendements attendus, en baisse depuis des années, ont atteint un tel niveau que les avoirs d'épargne ne peuvent plus permettre, dans le meilleur des cas, qu'une rémunération minimale (au taux minimal LPP). Dans cette situation, il n'est pas responsable de prendre davantage de risques en matière de placement. La CPB estime que la garantie de l'Etat ne sert pas en définitive à couvrir de plus forts risques d'investissement.

La CACEB estime les incidences financières difficiles à évaluer : compte tenu de la moindre importance des investissements, il ne faut probablement pas s'attendre à de fortes pertes sur la performance globale. Ce qu'elle peut en revanche dire avec certitude, c'est que les coûts d'un pur mandat indiciel sans aucune restriction sont largement inférieurs à ceux d'un mandat assorti de critères d'exclusion. Comme il n'existe pas selon elle de Fonds standard de ce type, il faudrait constituer des portefeuilles sur mesure et utiliser des indices de référence personnalisés – et ce, pour que le gestionnaire du portefeuille sache quels titres il est autorisé à acheter et puisse en conséquence en mesurer équitablement la performance. Or cela entraînerait des charges importantes pour l'institution de prévoyance.

Le Conseil-exécutif considère que les développements qui précèdent répondent aux questions du présent postulat. Il propose par conséquent de **l'adopter et de le classer**.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption et classement

Délibération groupée des points 2016.RRGR.564, 2016.RRGR.549 et 2016.RRGR.619.

Le président. Wir kommen zu den Traktanden 8 bis 10. Gemäss den angenommenen Ordnungsanträgen haben wir uns für eine gemeinsame Beratung ausgesprochen. Ich möchte wie folgt vorgehen: Zuerst erteile ich das Wort den Motionären oder Postulanten. Ich bitte die Mitunterzeichnenden, sich jeweils auch anzumelden, wenn der entsprechende Motionär oder Vorstösser spricht. Ansonsten kann ich den Überblick bei drei Vorstössen und zahlreichen Mitunterzeichnenden nicht mehr behalten. Zu Traktandum 8, der Motion «Bernische Pensionskassen: keine Rentengelder für Bomben – Anlage von Pensionskassengeldern nach ethischen Kriterien». Die Motionärin wünscht ziffernweise abzustimmen und zieht die Ziffer 2 bereits zurück. Wir debattieren also nur über die Ziffern 1 und 3. Zuerst übergebe ich der Motionärin das Wort, und ich bitte die Mitunterzeichnenden, sich auch gleich anzumelden.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). «Keine Rentengelder für Bomben» – ein griffiger Titel, aber ein Titel für ein Ziel, welches man doch verfolgen muss! Das Ziel ist es, dass die bernischen Pensionskassen keine Investitionen mehr in Waffen, Umweltverschmutzung und Menschenrechtsverletzungen tätigen. Die bernischen Pensionskassen BPK und BLVK sind öffentlich-rechtliche Anstalten, deren Grundzüge im Erlass geregelt werden können. Der Rahmen wird vom Bundesrecht vorgegeben. Dieses sieht vor, dass der operative Bereich des Vorsorgeorgans autonom ist. Das politische Organ, also wir als Gesetzgeber, sollte sich auf Fragen wie Rentenalter, Beitrags- und Leistungsprimat beschränken. «Das oberste Organ soll über den Spielraum verfügen, den es braucht, um das finanzielle Gleichgewicht der Vorsorgeeinrichtung sicherzustellen.» Dies steht in der Botschaft zur BVG-Revision 2008 auf Seite 8457 des Bundesblatts. Das Leben, eine intakte Umwelt und die Achtung der Menschenrechte sind die höchsten Güter auf der Welt. Laut einem Zeitungsartikel von «Der Bund» investieren wir jährlich 55 Mio. Franken in Nuklearwaffen und Streubomben. Hinzu kommen Investitionen von knapp 45 Mio. Franken in Unternehmen, welche systematisch Menschenrechtsverletzungen begehen. 55 Mio. Franken fliessen in das Geschäft mit der Vernichtung! Offenbar sind die Regelungen in den

Reglementen der bernischen Pensionskassen zu wenig griffig, wenn es dort heisst, dass solche Investitionen «wenn möglich» zu vermeiden sind. Aus diesem Grund bedarf es einer Gesetzesänderung. Ein Verbot von Anlagen von Pensionskassengeldern in Waffen, Umweltzerstörung und Menschenrechtsverletzung als Beschränkung des operativen Bereichs zu betrachten, ist zynisch. Man will sich mit anderen Worten das Recht vorbehalten, am Kriegsgeschäft mitzuverdienen und die Umwelt zu zerstören – die eigene Lebensgrundlage! Abgesehen davon können nur ethische und ökologische Standards längerfristig zu einer höheren Performance führen, da nur diese nicht auf Zerstörung ausgerichtet sind und das finanzielle Gleichgewicht der bernischen Pensionskassen damit gewahrt werden kann. Die Ziffer 2 habe ich, wie vom Präsidenten erwähnt, zurückgezogen. Der Regierungsrat sagt hierzu richtig, dass kein Spielraum besteht für eine weitere Aufsichtsbehörde.

Zu Ziffer 3: In dieser verlange ich, dass wir dem Schweizer Verein für verantwortungsbewusste Kapitalanlagen (SVVK–ASIR) beitreten. Diesem gehören unter anderem die Pensionskasse des Kantons Zürich an, die Pensionskasse der SBB, die Pensionskasse des Bundes sowie die Pensionskasse der SUVA. Mit einem Beitritt zu diesem Verein würde die Autonomie der bernischen Pensionskassen nicht beschränkt, so wie dies bei den vorgenannten auch nicht der Fall ist. Der Verein wird sicher bald wieder Mitglieder aufnehmen, sodass wir den Entscheid mitzumachen, heute fällen können. Ich bitte um Zustimmung zu den Ziffern 1 und 3 der Motion.

Le président. Es haben sich keine Mitmotionäre in die Rednerliste eingetragen. Somit kommen wir zur Vorstellung von Traktandum 9. Ich bitte Frau Grossrätin Imboden, das Postulat «Keine indirekte Beteiligung an der Produktion von Streubomben und Nuklearwaffen und Förderung aktiver Anlagestrategien nach ethischen und nachhaltigen Kriterien» vorzustellen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Beim vorliegenden Vorstoss geht es konkret um einen Prüfungsauftrag innerhalb desselben Themenbereichs. Was will dieses Postulat? Es will, dass die Pensionskassen – und damit indirekt der Kanton Bern – keine indirekten Beteiligungen an der Produktion von Streubomben und Nuklearwaffen haben und vertieft anschauen, in welche Richtung man in Bezug auf aktive Anlagestrategien nach ethischen und nachhaltigen Kriterien gehen kann.

Ich kann Ihnen die Frage stellen, ob Sie Firmen wie Textron, Rytheon oder General Dynamics kennen. Ich weiss nicht, wer von Ihnen diese Firmen kennt. Es handelt sich um international tätige Firmen, welche unter anderem generelle Rüstungsgüter sowie konkret Streubomben herstellen. Es handelt sich um einen Typ Streubombe, der nicht als Ganzes explodiert, sondern verteilt über dem Abschussgebiet in mehreren kleineren Sprengkörpern, und der deshalb gerade für zivile Opfer äusserst gefährlich ist. Wir alle sind wohl der Ansicht, dass es eine schwierige Tatsache ist, zu wissen, dass in diesem Bereich kantonales Geld involviert ist; sei es direkt oder indirekt; in diesem Fall eben indirekt. Die BPK investiert heute über indirekte Fonds in genau diese Unternehmungen. Es gibt weitere Beispiele wie die Unternehmen Lockheed Martin, Jacobs Engineering und die Serco Group/AWE, welche nukleare Sprengköpfe herstellen, also nicht nur als Zulieferer, sondern als Produzenten tätig sind. Die Beispiele zeigen auf, worum es hier geht. Wir wollen, dass genauer hingesehen wird, ob es sinnvoll ist, dass indirekte Steuergelder des Kantons Bern über die Pensionskassen weltweit in blutige Geschäfte investiert werden. Diese Fakten zwingen uns auch, uns genauer mit der ethischen Frage auseinanderzusetzen. Technisch ist dies relativ kompliziert. Deshalb sind mir folgende zwei Vorbemerkungen wichtig: Eine nachhaltige und sichere Alterssicherung für unsere Staatsangestellten ist mir und uns allen sehr wichtig, und wir respektieren auch die Unabhängigkeit der Pensionskassen. Trotzdem ist es möglich, dass wir mit einem Postulat den Auftrag zu einer genaueren Prüfung erteilen. Denn der Kanton Bern ist als Arbeitgeber in den Pensionskassen involviert. Er kann gar nicht anders, als genauer hinzusehen.

Ich komme zum zweiten mir wichtigen Punkt: Die bernischen Pensionskassen und die Regierung – dies schreibt sie in ihrer Antwort – sind sich der Problematik durchaus bewusst, und es ist bereits einiges unternommen worden. Es trifft nicht zu, dass der Kanton Bern zu den ganz Schlechten gehören würde. Nein, er hat in einem Rating relativ gut abgeschnitten und gehört in die «Verfolgergruppe». Bisher rangiert noch niemand in der fortgeschrittenen Favoritengruppe. Es muss unser Anspruch sein, hier noch besser zu werden.

In der Antwort auf die jetzt nicht zur Diskussion stehende, aber den Unterlagen beiliegende Interpellation schreibt die bernische Pensionskasse BPK, dass sie ihre in den letzten Jahren heiklen Positionen von 37 auf 28 reduziert. Wie man sieht, tut sich etwas. Dennoch gehören immer noch 28

kontroverse Positionen mit knapp 300 Mio. Franken zum Portfolio des Gesamtvermögens. Dies möchten wir ändern.

In den Grundsätzen zur nachhaltigen und ethischen Vermögensanlage, welche sich die BPK selber gegeben hat und die im Internet nachzulesen sind, steht explizit, dass keine Direktanlagen in Streubomben und Atomwaffen getätigt werden. Dies ist gut und wichtig. Der nächste Satz ist aber umso schwieriger. Dieser lautet nämlich, die BPK vermeide wenn möglich indirekte Anlagen in diesem Bereich. Das Problem liegt in der Formulierung «wenn möglich». Es ist eben möglich, dies zu vermeiden, und hierfür bedarf es einer aktiveren Anlagestrategie als der bisher gewährten. Es wird nicht direkt in eine der vorhin erwähnten Firmen investiert, sondern in internationale Fonds. Diese beinhalten heikle Anteile. Aber auch hier, liebe Kolleginnen und Kollegen, gibt es inzwischen Fonds, welche nachhaltiger sind. Es besteht ein internationaler Fonds, welcher ebenfalls soziale Standards berücksichtigt. In Anbetracht dessen – und dies ist mir zum Abschluss wichtig – sind die wirtschaftlichen Renditen des nachhaltigen Fonds besser als jene des konventionellen. Es ist daher sicherer, im anderen Bereich anzulegen. Ich hoffe, das Postulat findet Ihre Unterstützung.

Le président. Wir kommen nun zum Postulat der SP-JUSO-PSA-Fraktion «Die öffentliche Hand als Vorbild – ethische Vorgaben für die Anlage der Pensionskassengelder». Dieses wird uns von Frau Grossrätin Stucki vorgestellt.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Wir haben es bereits bei den vorangegangenen Vorstössen gehört: Eigentlich steht die BPK des Kantons Bern bezüglich ihrer Anlagepolitik zurzeit sehr gut da. Sie gehört zu den Besten im Rahmen des viel zitierten WWF-Rankings. Die Anlagepolitik der BPK kann auf deren Homepage nachgelesen werden; dies ist alles sehr transparent. Ich war im vergangenen Jahr Gast an der Delegiertenversammlung der BPK und beeindruckt vom Referat des Vertreters der Stiftung Ethos. Ethos berät auch Pensionskassen bei ihrer Politik und – dies ist noch viel wichtiger – kontrolliert diese auch alle vier Jahre. Die Stiftung kontrolliert, ob die sich von den Kassen selber gegebenen Vorgaben tatsächlich eingehalten werden. Ethos hat in Aussicht gestellt, die BPK in diesem oder im nächsten Jahr wieder zu prüfen. Wir sind trotzdem der Meinung, dass der Kanton der BPK Vorgaben machen soll, dahingehend, welche Kriterien sie bei der Anlagepolitik verfolgen soll und weshalb. Wir verstehen nämlich nicht, weshalb die Regierung für die Beantwortung dieses Postulats die beiden Kassen angefragt hat. Wir wollen nicht die Meinungen der Kassen kennen, sondern jene des Kantons! Wir wollen wissen, was der Kanton will, quasi im Sinne einer Eignerstrategie für die BPK, aber ebenso für die BLVK. Dies, weil beide Kassen zu wesentlichen Teilen vom Kanton geäuftet werden. Die vom Kanton Bern jährlich bezahlten Arbeitgeberbeiträge machen einen Betrag in Millionenhöhe aus. Also hat der Kanton ein eminentes Interesse an der sicheren Anlage der Gelder, aber ebenso daran, dass diese nach ethischen Massstäben erfolgt. Ich danke für die Annahme meines Postulats, bestreite jedoch die Abschreibung aus den eben erwähnten Gründen.

Le président. Wir haben nun alle Sprecherinnen und Sprecher gehört. Ich wiederhole nochmals: Bei Traktandum 8 handelt es um eine Motion, welche noch aus deren Ziffern 1 und 3 besteht. Die Regierung lehnt diese ab. Bei Traktandum 9 handelt es sich um ein Postulat, welches ebenfalls von der Regierung abgelehnt wird. Bei Traktandum 10 handelt es sich um ein Postulat, zu deren Annahme der Regierungsrat bei gleichzeitiger Abschreibung bereit wäre. Die Abschreibung ist bestritten. Wir führen jetzt eine freie Debatte zu allen drei Geschäften. Zuerst haben die Fraktionen das Wort.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Ich kann es einfach machen: Die FDP lehnt alle Vorstösse ab, auch jenen von Frau Stucki, welchen die Regierung bei gleichzeitiger Abschreibung annehmen möchte. Wir lehnen alle Vorstösse ab, weil sie in die gleich falsche Richtung gehen, wie wir finden. Ich weise auf die absolut zutreffende Begründung der Regierung bei den Interpellationen hin. Diese ist perfekt. An und für sich gäbe es nicht mehr so viel zu sagen, aber ich sage trotzdem noch etwas an die Adresse der Grünen und der SP. Eines ist klar, wenn sich die Politik in die Wirtschaft einmischt, kommt es nie gut heraus. Dies weiss man schon einmal. Weit schlimmer ist es, wenn sich die Politik in die Anlagestrategien von Pensionskassen einmischt. Das kommt erst recht nicht gut heraus. Ich erinnere daran, dass man die Renten gewährleistet haben will. Seitens der Linken will man aber nicht am Zinssatz und am Umwandlungssatz rütteln. Darüber hinaus will

man die Anlagestrategien der Pensionskassen einschränken und dadurch die Ertragserwirtschaftung schmälern. Einen kolossaleren Widerspruch gibt es nicht!

Ich spreche nun hauptsächlich zum Vorstoss Machado, welcher in eine ähnliche Richtung geht wie auch die anderen Vorstösse. Frau Machado sagt, es soll ausschliesslich in ethische Aktientitel investiert werden. Für mich ist hier die Ziffer 1 massgebend. Wie wir wissen, müssen Pensionskassen ihren Aktienanteil erhöhen – das schleckt keine Geiss weg. Mit Staatsanleihen zu 0 Prozent machen diese keine Rendite. Ich habe mir überlegt, ob wir den Fokus Schweiz eines Aktiendepots nehmen. Diesbezüglich gibt es Schwierigkeiten, wenn man den Begriff ethisch danach auslegen will, ob überhaupt noch ein Titel gekauft werden kann. Vielleicht kann auch die SP etwas zuhören. Hätte sie ein Depot, könnte man den Hausfrauen-Titel Nestlé nicht mehr kaufen. Nestlé verkauft auf der ganzen Welt Wasser und Babymilchpulver. Das geht ethisch nicht. Nehmen wir Novartis und Roche. Diese führen auch noch ein wenig Tierversuche durch, was schon gar nicht geht. Geberit geht vermutlich auch nicht, weil ihr Produkt viel zu viel Wasser braucht, wenn Sie wissen, was es ist. Seitens der Linken könnten nicht einmal Lindt-&-Sprüngli-Titel gekauft werden! Der Schoggi-Hase wird einerseits in Silberpapier daherkommen. Andererseits kauft die böse Firma Lindt & Sprüngli den Kakao in Drittweltländern ein. Das geht nicht! EMS-Titel können Sie wegen gewisser Hintermänner schon gar nicht kaufen. Das Einzige, was Sie noch antasten können, sind 50-Prozent-Aktienanteile an der Reithalle Holding AG mit 50 Prozent bei der Alternativen Bank und null Rendite! Damit wollen Sie Ihre Rente finanzieren! Überdies wollen Sie auch noch die Aktienfonds kontrollieren. Ich beginne mit einem europäischen Aktienfonds, welcher vielleicht einen Philips-Titel mit Konglomeratscharakter enthält. Dort wollen Sie noch die Unterbeteiligungen einsehen. Was Sie alles wollen, ist ein Ding der Unmöglichkeit. Deshalb ist die Antwort der Regierung absolut richtig. Wir haben genügende Kontrollen.

Kurz: Dieser Vorstoss ist nicht durchdacht, man sieht die wirtschaftlichen Zusammenhänge nicht. Deswegen müssen wir alle drei Vorstösse ablehnen, so auch den Vorstoss Stucki. Wir sind nicht damit einverstanden, diesen anzunehmen und abzuschreiben. Denkt man konsequent und will den Pensionskassen die Freiheit laut Gesetz lassen, sind alle Vorstösse abzulehnen. Ich bedanke mich für die Aufmerksamkeit.

Marianne Dumermuth, Thoune (PS). Genauso wie die FDP-Fraktion den Eindruck hat, man gehe in die komplett falsche Richtung, hat die SP-Fraktion den Eindruck, man gehe in die genau richtige Richtung. Ich muss noch anmerken, dass die FDP den wirtschaftlichen Durchblick nicht allein gepachtet hat! So einfach ist die Welt nicht. Man muss sich beinahe schämen, wenn man hört, dass unsere Gelder, welche wir im weitesten Sinn mitverdienen – auch ich bin bei der öffentlichen Hand angestellt – in die Produktion von Streubomben oder andere menschenverachtende Produkte fliessen. Es handelt sich immerhin um Pensionskassengelder von fast 70 Mrd. Franken, welche jährlich irgendwo angelegt werden müssen, natürlich nicht alle in Aktien. Man muss dies auch wirtschaftlich und marktorientiert betrachten: Je mehr Pensionskassen nachhaltige Produkte suchen, desto mehr bietet sie der Markt auch an. Dies haben wir in der Diskussion bezüglich unserer städtischen Pensionskasse festgestellt. Es ist ein Märchen von früher, dass Aktien nachhaltiger Produkte weniger rentabel sind. Denn die Anleger merken, dass dies die Bevölkerung heute so will. Ich habe eine Studie gefunden, welche noch gar nicht alt ist; sie stammt aus dem Jahr 2014. Die Leute wurden gefragt, was sie von nachhaltigen Anlagesystemen halten. Auf die konkrete Frage hin, ob es denn so sein soll, sagten immerhin 72 Prozent der Befragten «ja» oder «eher ja». Das Resultat war noch klarer bei der Frage, was von umstrittenen Anlagen gehalten werde. 85 Prozent der Befragten gaben an, nicht zu wollen, dass ihr Geld so angelegt wird. Die Mehrheit der Befragten ist sogar bereit, eine kleinere Rendite in Kauf zu nehmen, wenn sie sicher sein kann, dass mit ihren Geldern keine Waffen produziert werden. Die Mehrheit sagte auch, dass sie hinter einer gesetzlichen Verankerung stünde, damit die Nachhaltigkeit sichergestellt wird. Wir können uns also auf diese immerhin repräsentative Untersuchung abstützen.

Auch die Schweizerische Nationalbank (SNB) stiess sämtliche ihrer umstrittenen Aktien ab. Sie will nicht, dass ihr Geld in international geächtete Waffen fliesst. Wir anerkennen, dass die BPK der Nachhaltigkeit verpflichtet ist. Dies haben wir bereits gehört und können es auch auf deren Homepage nachlesen. Wir anerkennen ebenfalls, dass die Kasse im Rating des WWF sehr gut abschneidet. Ausserdem anerkennen wir, dass die beiden Pensionskassen, also auch die Lehrerpensionskasse, Mitglied bei der Stiftung Ethos sind. Eigentlich ist dies alles sehr gut. Trotzdem scheint es uns wichtig – und deshalb wollen wir diese Vorstösse mehrheitlich annehmen –, dass dort, wo öffentliche Gelder eingesetzt werden, diese sauber investiert werden. Ein passives

Anlagemanagement macht dies ebenso möglich. Man muss einfach über eine entsprechende Strategie und Richtlinien verfügen. Die Möglichkeiten, dies zu vollziehen, bestehen. Wir wissen auch, dass die Pensionskassen heute unabhängig sind und nicht von Politik und Verwaltung kontrolliert werden. Aber, liebe Anwesende, in den Pensionskassen- und Anlagekommissionen sitzen Leute wie Sie und ich, also Arbeitnehmende und Arbeitgebende. Diese können ein Zeichen setzen. Sie haben den Auftrag, das, was wir hier wollen, noch besser anzuschauen und umzusetzen. Deshalb bitten wir Sie, dieser Motion sowie den Postulaten zuzustimmen.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Bei der Lektüre der Antwort des Regierungsrats zu diesen drei Vorstössen sowie vorhin beim Zuhören ist mir ein Zitat aus der Dreigroschenoper von Bertolt Brecht in den Sinn gekommen: «Erst kommt das Fressen, dann kommt die Moral.» Übertragen auf diese Debatte müsste es heissen: «Erst kommt die Pensionskassenrendite, dann kommt erst lange danach oder gar nie die Moral.» Ich sage dies nicht als Vorwurf an den Regierungsrat, welcher die Antworten formuliert hat, sondern durchaus auch selbstkritisch als Versicherter bei einer Pensionskasse, welche die anvertrauten Gelder möglichst sicher und auch gewinnbringend anlegen soll. Darum betrifft mich dieses Thema auch ganz persönlich, und es trifft mich, wenn ich mir vorstelle, dass ein kleiner Teil meiner künftigen Rente der Rendite aus Investitionen in verbotene Waffen, Umweltzerstörung und Menschenrechtsverletzungen zu verdanken ist. Nein danke, muss ich dazu sagen! Aber was kann ich dagegen tun? Ich kann Arbeitnehmervertretungen in die zuständigen Pensionskassengremien wählen, welche sich für ethisch verantwortbare Kapitalanlagen einsetzen. Mit Interesse und ein Stück weit mit Freude habe ich in den Antworten des Regierungsrats gelesen, dass sich die bernischen Pensionskassen bereits stark in die richtige Richtung bemühen. Dies reicht offensichtlich noch nicht aus, um dereinst uns allen eine saubere Rente zu sichern, sodass wir uns uneingeschränkt darüber freuen können.

Wie erwähnt worden ist, hat die Zeitung «Der Bund» aufgezeigt – und ich finde dies besonders stossend –, dass etwa 55 Mio. Franken der bernischen Pensionskassen in Firmen angelegt sind, welche Streubomben und Atomwaffen produzieren. Das sind nicht irgendwelche üblichen Handelsgüter! Nein, die Artikel 7 und 8a des Kriegsmaterialgesetzes verbieten in der Schweiz Atomwaffen und Streumunition – ich zitiere – «zu entwickeln, herzustellen, zu vermitteln, zu erwerben, jemandem zu überlassen, ein-, aus-, durchzuführen, zu lagern oder anderweitig über sie zu verfügen». Und es ist ausdrücklich verboten, eine der aufgezählten Handlungen «zu fördern». Nach meinem Verständnis fördert solche verbotenen Handlungen, wer in entsprechende Rüstungsfirmen investiert. Ganz in diesem Sinne verbietet das Kriegsmaterialgesetz in Artikel 8c ausdrücklich auch die «indirekte Finanzierung» von Streubomben und Atomwaffen. Ausdrücklich verboten ist «die Beteiligung an Gesellschaften, die verbotenes Kriegsmaterial entwickeln, herstellen oder erwerben» und «der Erwerb von Obligationen oder anderen Anlageprodukten, die durch solche Gesellschaften ausgegeben werden.» Nach der Lektüre dieser Bestimmungen im Kriegsmaterialgesetz ist es mir ein Rätsel, wie die Pensionskassen überhaupt noch Kapital in solchen Industrien anlegen können! Wir sollten deshalb alles Mögliche unternehmen, um zumindest die stossendsten Investitionen zu unterbinden, eben Investitionen in international geächtete und national verbotene Waffen. Mit «wir» meine ich uns alle als Pensionskassenversicherte, als Gesetzgeber und als Parlament eines Kantons, welches die Arbeitgebervertreter in den Pensionskassen-Leitungsorganen bestimmt.

Die grüne Fraktion unterstützt alle drei Vorstösse in der Form der Motion oder als Postulat. Dies, damit der Regierungsrat tun kann, was er tun darf – und das ist sicher mehr, als in seinen Antworten steht. Das Mindeste, was wir tun können, ist, die Arbeitnehmer- und Arbeitgebervertretungen in den Pensionskassen zu ermuntern, ihre angelaufenen Bemühungen, welche wir anerkennen, konsequenter fortzusetzen, damit es zu keinen solchen Anlagen von Pensionskassengeldern mehr kommt.

Das «Fressen», um auf Bertolt Brecht zurückzukommen, wird deswegen nicht infrage gestellt. In diesem Bereich – und es geht nur um einen kleinen Anteil der Investitionen – kann ruhig zuerst die Moral kommen!

Jakob Etter, Treiten (PBD). Bisher habe ich noch nicht herausgefunden, woher dieser Hype kommt. Es kann ja kein Zufall sein, dass innerhalb einer Woche gleich fünf Vorstösse zum gleichen Thema eingereicht werden. Vielleicht kann die Motionärin beziehungsweise können die Postulantinnen dieses Rätsel auflösen.

Ich komme zum Thema. Wir sind uns wohl alle einig, dass die Pensionskassengelder sorgfältig, nach ethischen Vorgaben und nach nachhaltigen Kriterien angelegt werden müssen. Zweifellos erwarten dies auch die Versicherten. Sie erwarten aber ebenfalls sichere und gewinnbringende Anlagen. Da stellt sich für uns die Frage, ob dies nicht bereits jetzt so gehandhabt wird. Braucht es dazu noch politische Vorstösse? Nehmen die Geschäftsleitungsmitglieder und die Verwaltungskommissionen der Pensionskassen diesbezüglich nicht schon jetzt ihre Verantwortung genügend wahr? Muss beziehungsweise kann die Regierung hier eingreifen und den Pensionskassen noch weitere Vorschriften bezüglich der Anlagestrategie machen? Gerade heute titelt eine Zeitung gross «Pensionskassen springen auf Öko-Zug auf». Es geht also in die hier verlangte Richtung.

Für die BDP sind die Antworten der Regierung auf alle drei Vorstösse klar und ausreichend. Die Pensionskassen des Bernischen Personalverbandes und die Lehrerversicherungskasse – dies können Sie auch der Antwort des Regierungsrats entnehmen – nehmen ihre Verantwortung wahr. Diese wurden, wie dies in der Antwort zur Motion Machado dargestellt wird, von externen, unabhängigen Stellen – dazu darf man wohl auch den WWF zählen – für ihre Anlagestrategie mit dem Prädikat «grün» ausgezeichnet. Dies muss doch Beweis genug sein dafür, dass die Pensionskassen ihre Verantwortung diesbezüglich sehr ernst nehmen. Damit können wir davon ausgehen, dass die anvertrauten Gelder auch verantwortungsbewusst angelegt werden. Wir müssen aber ebenfalls an die Versicherten denken. Diese haben bestimmte Erwartungen an ihre Pensionskassen. Sie erwarten sichere, aber auch gewinnbringende Anlagen. In diesem Spannungsfeld darf und kann sich die Politik nicht in die Anlagestrategie eimischen. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, stellen Sie sich vor, morgen würde in einem Vorstoss verlangt, dass die Pensionskassen keine Anlagen in Länder mit sozialistischen Regierungen oder in Länder mit Atomkraftwerken oder in Länder, wo Erdöl gefördert wird, und so weiter getätigt werden dürfen. Die Liste liesse sich beliebig verlängern. Ein Beispiel: Kürzlich haben wir die Firma PB Swiss Tool in Wasen besichtigen dürfen. Ich weiss zwar, dass die Pensionskassen dort vermutlich keine Anlagen machen. PB Swiss Tool kann auch keine Garantie dafür abgeben, dass ihre Schraubenzieher nie für die Herstellung von Atombomben oder Kriegsmaterial eingesetzt werden. Dies lässt sich nicht abschliessend kontrollieren. Diese Liste liesse sich beliebig fortsetzen. Schlussendlich hätten die Pensionskassen so viele Einschränkungen, dass sie gar keine Anlagen mehr tätigen könnten. Die BDP-Fraktion unterstützt ethische, verantwortungsbewusste Anlagestrategien der bernischen Pensionskassen. Dafür braucht es aber keine zusätzlichen Vorgaben der Politik. Wir lehnen sowohl die Motion Machado als auch das Postulat Imboden einstimmig ab. Beim Postulat der SP-JUSO-PSA unterstützen wir den Antrag der Regierung und schreiben es ab.

Daniel Bichsel, Zollikofen (UDC). Man könnte es auf eine Kurzform bringen: Anliegen nachvollziehbar, Adressat falsch. Meine Ausführungen beziehen sich insbesondere auf das Traktandum 8, sind aber sinngemäss auch auf die Traktanden 9 und 10 zutreffend.

Zu Ziffer 1 der Motion: Die Wahl einer Anlagestrategie gehört unbestrittenermassen zu den Aufgaben der Pensionskasse selber. Dies sichert das Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) in Artikel 49 ausdrücklich zu, indem dort von einem Selbstständigkeitsbereich der Kassen gesprochen wird. In den Vorsorgeeinrichtungen wird in unserem Land die paritätische Verwaltung, also das sogenannte Stimmengewicht zwischen Arbeitnehmer/-innen und Arbeitgeber/-innen, hochgehalten. Es käme einer einseitigen Arbeitgeberbeeinflussung gleich, griffe der bernische Gesetzgeber hier einseitig in die Anlagepolitik ihrer Pensionskassen ein. Deshalb ist es ordnungspolitisch richtig, dass der Regierungsrat aufgrund der bundesrechtlichen Vorgaben keine direkte Einflussnahme auf die Arbeitgebervertreter der Verwaltungskommissionen beider Pensionskassen ausübt.

Zu Ziffer 3: Die Begründung einer Mitgliedschaft in einem privatrechtlich organisierten Verein, hier der Verein für verantwortungsbewusste Kapitalanlagen, ist ebenso Sache der Vorsorgeeinrichtung wie der beiden Pensionskassen. Es ist sicher nicht unsere Sache als Grosser Rat.

Für alle Vorstösse kann zusammenfassend festgehalten werden, dass der Regierungsrat zu Recht auf die Autonomie der Vorsorgeeinrichtungen oder allenfalls der Beteiligungsgesellschaften hinweist, aber ebenso darauf, dass die Trennung zwischen der politischen und der strategischen Führung auch unter dem Aspekt der Eigentümerstrategie allemal einzuhalten ist. Die SVP-Fraktion lehnt die Motion in allen Punkten ab, ebenso die beiden Postulate.

Nochmals, wenn die zuständigen Führungsgremien die Anlagen verbieten oder einschränken wollen, wird dies von uns nicht bestritten. Dies soll aber vom zuständigen Organ getan werden.

Noch ein Wort zum Votum von Bruno Vanoni. Er hat davon gesprochen, die Arbeitgeber- oder Arbeitnehmervertreter seien zu ermuntern. Leider ist der Motionstext massgebend und dieser spricht von «beauftragen».

Luca Alberucci, Ostermundigen (pvl). Die Pensionskassen sind unabhängig geführte Vorsorgeeinrichtungen und unterstehen den Gesetzesbestimmungen des BVG. Dieses sieht nicht vor, dass der Arbeitgeber direkt die Anlagestrategie bestimmt oder wesentliche Restriktionen in Bezug auf diese vornimmt. Ebenso wenig sieht das BVG vor, dass der Kanton ein zusätzliches Kontrollorgan einführt. Dies ist auch gut so. Die Pensionskassen sollen durch paritätisch zusammengesetzte Gremien, von Stiftungsräten oder Verwaltungskommissionen, geführt werden, wo Arbeitnehmer- und Arbeitgebervertreter unabhängig nach bestem Wissen und Gewissen die strategischen Entscheide der Vorsorgeeinrichtung fällen und diese entsprechend als Privatpersonen verantworten. Damit ist sichergestellt, dass unsere Vorsorgegelder oder die Gelder der Mitarbeiter des Kantons möglichst verantwortungsvoll – und dies primär nach ökonomischen Kriterien, aber auch unter Berücksichtigung ethischer Kriterien – angelegt werden. Insofern ist klar, dass wir uns als Gesetzgeber heraushalten müssen. In diesem Sinn lehnt die glp-Fraktion die Ziffer 1 der Motion Machado ab. Die Ziffer 3 können wir in Form eines Postulats annehmen. Unabhängig von diesen grundsätzlichen Governance-Überlegungen begrüsst die glp, wenn die bernischen Pensionskassen auch ethische sowie im Übrigen ökologische Kriterien in ihre Anlageentscheide einbeziehen. Die glp ermuntert die entsprechenden Vorsorgeeinrichtungen, weiterhin so vorzugehen. Wichtig ist aber, dass dies mit Augenmass getan wird.

Was heisst dies? So sollte man zum Beispiel bei der Beurteilung, was ethisch ist oder nicht, sehr vorsichtig sein. In den Vorstosstexten wird der norwegische Staatsfonds als Beispiel für ethische Anlagen zitiert. Ich möchte daran erinnern, dass beispielsweise die Tabakindustrie nicht im norwegischen Staatsfonds enthalten ist, wohingegen die Nahrungsmittelindustrie, unter anderem Konzerne mit Sitz in der Schweiz, durchaus finanziert werden kann. Als ehemaliger Raucher frage ich mich, was der Grund ist, weshalb man die Tabakindustrie nicht finanziert, hingegen die Lebensmittelindustrie. Betrifft dies die Herstellungsform oder hat dies mit sozialen Kriterien zu tun? Oder handelt es sich grundsätzlich um eine Abwertung des Rauchens? Persönlich, als liberaler Geist, fände ich Letzteres sehr heikel. Wenn wir ein Problem mit der Finanzierung der Tabakindustrie haben, sollten wir in diesem Kanton das Rauchen gleich gänzlich verbieten. Weiter bin ich absolut einverstanden, dass beispielsweise nicht in Nuklearwaffen investiert werden soll. Trotzdem ist die Grenze extrem fein. Wir wollen die Nuklearwaffen produzierende Industrie nicht finanzieren, hingegen finanzieren wir problemlos Staaten, welche Nuklearwaffen in Milliardenhöhe kaufen und sie allenfalls auch einsetzen. Ich erinnere daran, dass der grösste Schuldner auf dieser Welt ein solcher Staat ist, es sind nämlich die Vereinigten Staaten von Amerika. In diesem Raum käme es wohl niemanden in den Sinn, die Investitionen in US-Treasuries zu verbieten. Insofern ist die Grenze zwischen dem, was ethisch ist, und dem, was es nicht ist, sehr fein. Dies kann zu endlosen Diskussionen führen. Ich bin einverstanden, wenn wir an dieser Stelle das Möglichste tun, sodass die wirklich schlimmsten, verachtenswerten Beispiele nicht finanziert werden. Allerdings muss man aufpassen und Augenmass walten lassen. Das primäre Ziel einer Vorsorgeeinrichtung bleibt, dass die Gelder der Vorsorgenehmer optimal nach ökonomischen Kriterien investiert werden. Gewisse ethische Standards sollen eingehalten werden, wobei dies nicht das dominierende Kriterium sein soll. So gesehen können wir das Postulat Imboden in folgendem Sinn annehmen: Der Kanton soll prüfen, ob er etwas tun kann. Dasselbe gilt auch für das Postulat Stucki, welches wir annehmen können und dessen Abschreibung befürworten.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Ich bin froh, können wir die Vorstösse gemeinsam behandeln. Ich habe mir nämlich überlegt, ob ich zu jedem Vorstoss den Anfang wiederholen soll, so wie es der Regierungsrat in seinen Antworten tut.

Für die EVP ist es nicht egal, wo die Pensionskassen und andere dem Kanton Bern nahe stehende Unternehmen investieren. Für die EVP steht nicht einfach die Performance im Vordergrund, während alles andere egal ist. Für uns ist es ein No-Go, wenn Pensionskassen in Waffensysteme investieren oder in Firmen, welche Menschenrechte verletzen und die Umwelt schädigen. Deshalb erachten wird diese Vorstösse grundsätzlich als richtig und wichtig und ziehen mit den Motionären und Postulanten am gleichen Strick. Auf der Gegenseite ist die Regierung auch sehr konsequent. Sie stellt sich stur auf den Standpunkt, dass in dieser Beziehung nichts getan werden könne, weil die Pensionskassen und andere Unternehmen, an welchen der Kanton die Aktienmehrheit hat,

unabhängig seien und man ihnen deshalb nicht in ihre Investitions- beziehungsweise Anlagepolitik dreinreden könne. Mit dieser Haltung sind wir als EVP nicht einverstanden. Aus unserer Sicht besteht diesbezüglich durchaus Spielraum. Es kann zum Beispiel über die Unternehmensstrategie Einfluss genommen werden. Bei den Pensionskassen gibt es bekanntlich Arbeitnehmer- und Arbeitgebervertreter in der Führungsstruktur, wie dies bereits etliche Male erwähnt worden ist. Auch diese können also auf die Anlagestrategie Einfluss nehmen. Der Regierungsrat macht es sich in dieser Hinsicht eindeutig zu einfach. Aus unserer Sicht muss man die verschiedenen Vorstösse differenziert beurteilen. Wie ich bereits erwähnt habe, besteht durchaus Spielraum, sodass die Politik auf die Ethik von Anlagestrategien und von staatsnahen Betrieben Einfluss nehmen kann.

Nun zu den Vorstössen im Einzelnen: Betreffend die Motion von Simone Machado Rebmann stimmt die EVP-Fraktion insofern mit der Regierung überein, als der Kanton Bern keine separate gesetzliche Grundlage für seine beiden Pensionskassen erarbeiten kann, weil diese eben unabhängig sein müssen. Dies, weil die Pensionskassengesetzgebung Bundessache ist und ebenfalls die Aufsicht auf dieser Ebene geregelt ist. Wir erachten es als wichtig, dass die Pensionskassen sowohl von den Versicherungsnehmern als auch von der kantonalen Politik unabhängig sind. Es ist gut, sind die Gelder für unsere Pensionierten damit auch wirklich geschützt. Nur so können wir garantieren, dass die Pensionskassen und ihre Gelder nicht einfach den Bach hinuntergehen. In diesem Sinn, aber nur in diesem Sinn, lehnen wir diese Motion ab.

Zum Postulat von Natalie Imboden: Dieses sieht einen anderen Weg vor, um Einfluss auf die Anlagestrategie unserer beiden Pensionskassen zu nehmen. Das Postulat verlangt, dass der Kanton Bern als Arbeitgebervertreter Einfluss nimmt. Dies erachten wir durchaus als gangbaren Weg. Ausserdem geht es hier nicht um eine Motion, sondern richtigerweise um ein Postulat. Der Regierungsrat soll prüfen, was möglich ist. Auch die Antwort auf die Interpellation von Natalie Imboden überzeugt uns nicht davon, dass dieses Postulat unnötig ist. Eine ethische Investitionsstrategie zu verfolgen, ist sehr anspruchsvoll, und der Regierungsrat macht es sich zu einfach, wenn er sagt, im Kanton sei bereits alles in Ordnung. Ethische Richtlinien zu verfolgen, ist eine Daueraufgabe, welche konsequent wahrgenommen werden muss! Immer wieder tauchen neue Dinge auf, bei welchen gesagt werden muss, dass wir die Verantwortung nicht mehr übernehmen können. Dinge, welche vor Jahren oder Jahrzehnten noch selbstverständlich waren, sind heute nicht mehr okay. Umso mehr sind wir enttäuscht, dass der Regierungsrat nicht zur Annahme dieses Postulats bereit ist. Wir werden dieses annehmen und sind gespannt, welche Lösungen uns der Regierungsrat präsentieren wird.

Beim nächsten Postulat werden wir die Abschreibung bestreiten. Wie ich bereits zum vorangehenden Postulat ausgeführt habe, hat der Regierungsrat seine Hausaufgaben noch nicht ganz erledigt. Wir haben nicht den Eindruck, dass wir der Regierung unnötige Arbeit auferlegen, indem wir eine ausführliche Antwort verlangen. Diese kann aus unserer Sicht in einem Aufwisch mit dem Postulat von Natalie Imboden gegeben werden.

Le président. Es stehen keine weiteren Fraktionen mehr auf der Rednerliste. Somit kommen wir zu den Einzelsprecherinnen und Einzelsprechern.

Meret Schindler, Berne (PS). Lieber Hubert Klopfenstein, ich finde es toll, setzt du dich für alle, statt nur für wenige ein – dies ist sonst eigentlich unser Slogan! Zu deinem Votum möchte ich anmerken, dass Anlagemöglichkeiten in Drittweltländern nicht grundsätzlich schlecht oder unethisch sind. Zu Luca Alberucci möchte ich sagen, dass Augenmass grundsätzlich auch Menschenleben betrifft. Ich persönlich möchte lieber ein bisschen weniger Rente für alle. Dafür weiss ich, dass die Gelder nicht mit Bomben generiert worden sind, welche Menschen umgebracht oder Menschen körperlich so zerstört haben, dass sie nicht mehr fähig sind, am Leben teilzunehmen. Ich bitte Sie deshalb, allen Vorstössen in der vorliegenden Form zuzustimmen und jenen von Béatrice Stucki nicht abzuschreiben.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Übrigens legt die Pensionskasse meines Betriebs das Geld nur in ethische und umweltgerechte Produkte an, auch nicht in Amerika, und dies mit einer Deckung von 105 Prozent zurzeit. Werte Frauen und Männer, wir haben es uns hier in der Schweiz so eingerichtet, dass je dreckiger es den Ärmsten auf dieser Welt geht, desto höher unser Wohlstand hier steigt. Je mehr Krieg, Terror, Umweltschäden, Menschenrechtsverletzungen, Menschenhandel, Folter und Hunger weit weg und anderswo, desto mehr klingeln unsere Kassen und unser Wohlstand nimmt zu. So verhält es sich auch mit den Staatspersonal-Pensionskassen.

Die Verantwortung obliegt je hälftig dem Arbeitgeber und dem Arbeitnehmer. Regierungsräte, Professoren, Schulpsychologen, Lehrer, Sozialarbeiter und Pfarrer predigen Nächstenliebe, doch die Blutspuren kleben bereits an ihren zukünftigen Renten. Dies kümmert eigentlich die wenigsten. Nach dem Amen geht man wieder zur Tagesordnung über. Hier im Rat sitzt man übrigens wie Unschuldslämmer. Doch wenn Flüchtlinge aus jenen Ländern, aus welchen wir Profit gezogen haben, vor unserer Türe stehen, werden diese Lämmer zu scharfen Wölfen. Man hört sie wieder heulen und zähnefletschen. Ich frage mich: Wann wollen wir endlich das Mensch-Sein-Üben in Angriff nehmen?

Le président. Ich habe keine weitere Wortmeldung. Frau Finanzdirektorin, Sie haben das Wort.

Beatrice Simon, directrice des finances. Ich bin sehr froh, können wir diese Vorstösse gemeinsam beraten, weil sie inhaltlich zusammen gehören. Zur Motion von Grossrätin Machado Rebmann: Mit der Revision 2010 des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) wurde die Autonomie der Pensionskassen gesetzlich auf Bundesebene verankert. Unter diese Autonomie fällt auch die Anlagestrategie einer Kasse. Für die Anlagestrategien beider bernischer Pensionskassen sind demnach von Bundesrechts wegen ausschliesslich – ich betone: ausschliesslich – die Verwaltungskommissionen zuständig. Damit soll auch gewährleistet sein, dass die Kassen nicht politischem Druck ausgesetzt werden, und – wie Sie in der schriftlichen Antwort ausführlich haben lesen können – liesse sich die Schaffung eines weiteren Kontrollorgans nicht als rechtmässig deklarieren. Dies dürfen wir also nicht tun, weil wir damit die Bundesgesetze verletzen würden. Der Regierungsrat ist überzeugt, dass unsere beiden Kassen mit den aktuell verfolgten Anlagestrategien im Interesse der Versicherten handeln und die gewählten Anlagestrategien ethischen Kriterien durchaus genügen. Dies wird übrigens bestätigt. Es wurde bereits einige Male erwähnt, dass unabhängige Institutionen wie beispielsweise der WWF der BPK das Prädikat «grün» verliehen haben, was eigentlich eine Spitzenbewertung ist. Die politische Unabhängigkeit der Pensionskassen ist eine erwiesenermassen funktionierende Errungenschaft, welche vom Regierungsrat in keiner Art und Weise infrage gestellt wird. Deshalb beantragt er auch die Ablehnung dieser Motion.

Ich komme zum Postulat Imboden. Betreffend die Ziffern 1 und 2 verweise ich auf die eben gemachten Ausführungen und gehe noch auf Ziffer 3 ein. In der Ausgangslage zu Ziffer 3 des Postulats werden die kantonalen Mehrheitsbeteiligungen thematisiert, seien es beispielsweise jene an der Berner Kantonalbank (BEKB) oder der BKW. Das Ganze gestaltet sich dort ähnlich. Der Kanton ist als Mehrheitsaktionär dieser Unternehmungen seinen Aktionärsrechten gemäss dem Schweizerischen Obligationenrecht (OR) und den Statuten verpflichtet und daran gebunden. Der Kanton nimmt diese in der Form wahr, wie es das übergeordnete Bundesgesetz zulässt. Die Anlageentscheide liegen also in der Kompetenz der strategischen und operativen Führungsgremien und eben nicht in jener der Aktionäre. Ich denke, dass die Trennung zwischen politischer und strategischer Führung nicht verletzt werden darf.

Ich äussere mich noch zum Postulat Stucki. In Bezug auf dessen Ziffern 1 und 2 kann ich wiederum auf das eingangs zur Motion Ausgeführte verweisen. Ich komme noch auf die Ziffer 3 zu sprechen. Was die finanziellen Konsequenzen betrifft, so dürfte oder müsste allen klar sein, dass die Vermögensverwaltungskosten im Fall, dass diese Forderung erfüllt würde, erheblich zunehmen. Nachvollziehbar ist schliesslich, dass sich die Auswirkungen auf die Performance im Moment, aber wohl auch in Zukunft, nicht einfach so beziffern lassen. Ich bin zusammen mit dem Regierungsrat der Meinung, dass dies letztlich zweitrangig ist. Denn entscheidend ist, dass die Forderung nach einer Anlagestrategie, welche indirekt zu hundert Prozent den höchsten ethischen Standards genügt, nur verbunden mit erheblichen Mehrkosten für die Kassen umzusetzen wäre. Diese Mehrkosten – dies ist uns allen bekannt – gingen letztlich auch zulasten der Verzinsung der Sparguthaben der Versicherten. Deshalb beantragt Ihnen der Regierungsrat Annahme des Postulats bei gleichzeitiger Abschreibung.

Le président. Das Wort ist offen für jene, welche die Vorstösse eingereicht haben. Ich möchte die gleiche Reihenfolge nehmen wie eingangs. Frau Grossrätin Machado, wünschen Sie das Wort? – Das ist nicht der Fall. Als nächste Sprecherin hat Frau Grossrätin Imboden das Wort.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Die Finanzdirektorin hat es erwähnt: Wir sind hier verpflichtet, höchsten ethischen Standards nachzukommen. Ich glaube, darin sind wir uns einig. Die

Frage ist, wie diese denn aussehen. Gerne möchte ich noch auf zwei Punkte zurückkommen. Zudem ist es mir schon noch ein Anliegen, an die Adresse der Wirtschaftspartei, zuhänden von Kollege Klopfenstein, etwas zu sagen. Ich weiss nicht, ob er den «MSCI World Index» kennt. Ich habe Auszüge dazu. Es handelt sich um ein globales Konstrukt, welches sehr vielfältige Produkte enthält und sehr breit gefasst ist, worunter auch ein paar heikle. Gleichzeitig gibt es auf dem Markt den gleichen Index mit dem Unterscheid, dass es sich um einen Socially Responsible Index (SRI) handelt. In diesem sind keine heiklen Sachen enthalten. Betrachtet man dies, – hier handelt es sich um die Periode von 2007 bis Dezember 2016 –, hat der soziale, verantwortungsvolle Index besser abgeschnitten mit einem höheren Return of Investment. Er ist also ökonomisch profitabler. Liebe Kolleginnen und Kollegen, es ist ein Ammenmärchen zu glauben, man täte besser daran, in Streubomben zu investieren statt doch in nachhaltigere Produkte! Dieser Index zeigt sehr deutlich, dass es eben auch ökonomisch besser ist. Dies ist nicht das alleinige Kriterium. Aber das vorhin von Herrn Klopfenstein angeführte Argument ist wohl nicht ganz stichhaltig. Jedenfalls finden sich in diesem Index ganz andere Aussagen.

Es ist mir noch ein Anliegen, dem Kollegen der SVP etwas mitzuteilen: Es geht um ein Postulat, um einen Prüfungsauftrag, also nicht um eine Legiferierung. Es gilt also zu prüfen, dass sich der Kanton Bern als Arbeitgebervertreter dafür einsetzt, eben keine solchen indirekten Anlagen in Streubomben zu tätigen. Dies haben sowohl der Vertreter der glp als auch die Vertreterin der EVP erwähnt: Der Punkt ist, dass die Regierung die Verantwortung hat, genauer hinzusehen und das Gespräch mit den Leuten der entsprechenden Kommissionen zu suchen. Für uns ist auch klar, dass ein Postulat nicht bedeutet, ein gebundenes Mandat zu erteilen. Dies ist verboten, dergleichen gibt es nicht und wir wollen es auch nicht. Man soll sich mit den Leuten gemeinsam darüber verständigen, was zu tun ist. Dieses Anliegen zu prüfen, dürfte richtig und wichtig sein.

Le président. Wünscht Frau Grossrätin Stucki noch das Wort? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Somit kommen wir zu den Abstimmungen. Wir stimmen ziffernweise ab. Bei Traktandum 8 bleiben noch die Ziffern 1 und 3 bestehen. Wer Ziffer 1 der Motion 109-2016, Traktandum 8, annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2016.RRGR.564, M 109-2016 Machado Rebmann (Berne, LAVerte); ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui	46
-----	----

Non	99
-----	----

Abstentions	5
-------------	---

Le président. Sie haben Ziffer 1 abgelehnt. Wer Ziffer 3 dieser Motion annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2016.RRGR.564, M 109-2016 Machado Rebmann (Berne, LAVerte); ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui	57
-----	----

Non	91
-----	----

Abstentions	2
-------------	---

Le président. Sie haben Ziffer 3 abgelehnt. Wir wechseln zu Traktandum 9, dem Postulat von Grossrätin Imboden. Wer dieses unterstützen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2016.RRGR.549, P 096-2016 Imboden (Berne, Les Verts))

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui	68
-----	----

Non	82
Abstentions	0

Le président. Sie haben das Postulat abgelehnt. Damit kommen wir zu Traktandum 10. Wer das Postulat der SP-JUSO-PSA annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2016.RRGR.619, P 125-2016 PS-JS-PSA (Stucki, Berne))

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	83
Non	65
Abstentions	2

Le président. Sie haben das Postulat angenommen. Wir befinden über dessen Abschreibung. Wer dieses Postulat auch gleich abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2016.RRGR.619, P 125-2016 PS-JS-PSA (Stucki, Berne); classement)

Décision du Grand Conseil:

Classement

Oui	90
Non	58
Abstentions	1

Le président. Sie haben die Abschreibung beschlossen.